



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SARTHE

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT AUTO-ECOLE

Je soussigné(e) (Prénom, Nom d'usage).....

Déposant une demande en vue de l'obtention d'un agrément préfectoral pour l'ouverture d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière dénommé :

.....

Situé

Déclare :

LE LOCAL CONCERNÉ EST EXISTANT (1)

Ce local fait l'objet :

- | | | | | |
|--|-----|--------------------------|-----|--------------------------|
| . d'une modification de la surface | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |
| . de modification des conditions d'accès extérieur | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |

Si oui, joindre l'avis des commissions de sécurité et d'accessibilité

Pour ce local, j'ai déposé auprès de la mairie :

- | | | | | |
|---|-----|--------------------------|-----|--------------------------|
| . une demande de permis de construire | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |
| . une demande d'autorisation de travaux | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |
| . une demande d'aménagement intérieur | OUI | <input type="checkbox"/> | NON | <input type="checkbox"/> |

Si oui, joindre une copie du document

Dans le local concerné, en vue de cet agrément, j'ai effectué divers travaux intérieurs (peinture, déplacement de cloisons, revêtements de sol, murs...). Ces travaux ont été effectués conformément aux prescriptions imposées par la réglementation relative aux risques d'incendie dans les établissements recevant du public et à la réglementation relative à l'accessibilité

OUI NON

REMARQUES :

Fait à, le

Signature

(1) remplir le cadre correspondant

DEMANDE D'OBTENTION DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT AUTO-ECOLE

M. Mme (1) Nom de naissance..... Prénom :

Nom d'usage (ou épouse) :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

Adresse personnelle de l'exploitant :

..... Téléphone :

Auto-école – Dénomination :

Statut juridique de l'auto-école :

Adresse e-mail :

Adresse de l'auto-école :

.....Téléphone :

N° SIREN ou SIRET :

Superficie exacte du local (accueil et enseignement exclusivement) :

Nombre de personnes accueillies simultanément au cours de code :

L'établissement doit disposer de moyens matériels nécessaires à la formation (chaises, tables...) en fonction du nombre d'élèves susceptibles d'être accueillis et des formations dispensées.

(1) rayer la mention inutile

Formations assurées	Nombre de véhicules-écoles par catégorie enseignée	Nombre d'enseignants (y compris le demandeur)
AAC – B/B1 <input type="checkbox"/>	Véhicule(s) léger(s) .....	.....
A/A2 <input type="checkbox"/>	Moto(s) .....	.....
A1 <input type="checkbox"/>	Moto(s) .....	.....
AM <input type="checkbox"/>	Cyclo(s) .....	.....
B96 <input type="checkbox"/>	Remorque(s) pour B96 .....	.....
BE <input type="checkbox"/>	Remorque(s) pour BE .....	.....
Groupe lourd :	Véhicule(s) pour groupe lourd :	
C <input type="checkbox"/>	C .....	.....
C1 <input type="checkbox"/>	C1.....	.....
CE <input type="checkbox"/>	CE.....	.....
C1E <input type="checkbox"/>	C1E .....	.....
D <input type="checkbox"/>	D .....	.....
D1 <input type="checkbox"/>	D1 .....	.....
DE <input type="checkbox"/>	DE .....	.....
D1E <input type="checkbox"/>	D1E .....	.....
		<p data-bbox="1082 1288 1481 1355">Nombre total d'enseignants dans l'établissement :</p> <div data-bbox="1182 1373 1355 1471" style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 40px; margin: 0 auto;"></div>

A..... le

signature :

PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE

Pour le demandeur :

- une copie lisible d'une pièce d'identité en cours de validité
- pour les étrangers, la justification du séjour régulier en France
- une copie de justificatif de domicile privé récent (quittance de loyer, facture edf, gaz, facture de portable ou téléphone)
- une photographie d'identité récente (du représentant légal dans le cadre d'une personne morale)
- s'il est le représentant légal d'une personne morale, un exemplaire des statuts et de l'extrait du registre du commerce et des sociétés datant de moins de 3 mois
- la justification de la déclaration de la contribution économique territoriale ou, à défaut, une déclaration d'inscription à l'URSSAF
- la justification d'une formation attestant la réactualisation des connaissances professionnelles, conformément aux dispositions de l'article R. 213-6(2°) du code de la route.

Pour tous les enseignants de la conduite :

- la liste de tous les enseignants attachés à l'établissement ainsi que leur lieu de domicile et pour chacun d'eux la photocopie de leur autorisation d'enseigner ou, le cas échéant, de leur autorisation temporaire et restrictive d'exercer, en cours de validité. Toute modification doit être signalée au Préfet.

La proportion maximale par entreprise des personnes titulaires d'une autorisation temporaire et restrictive d'exercer ne peut dépasser 20 % par excès de l'effectif total, calculé en équivalents temps plein, des enseignants de la conduite et de la sécurité routière, salariés ou exploitants, titulaires d'une autorisation d'enseigner en cours de validité.

Pour dispenser les enseignements à la conduite d'une catégorie de véhicules non mentionnée sur l'autorisation d'enseigner du demandeur, celui-ci doit produire la photocopie de l'autorisation d'enseigner portant la qualification requise d'un enseignant attaché à l'établissement.

Pour les moyens de l'établissement :

- une copie du titre de propriété ou du bail de location du local en cours
- un plan et un descriptif du local d'activité (superficie et disposition des salles)
- une copie de l'attestation d'assurance du local en cours
- la justification de la propriété (certificat d'immatriculation) ou de la location du ou des véhicules d'enseignement ainsi que, pour chacun d'eux, l'attestation d'assurance en cours couvrant les dommages pouvant résulter d'accidents causés aux tiers dans les conditions prévues par l'article L. 211-1 du code des assurances. Le demandeur est exonéré de la justification de la propriété ou de la location pour les tricycles à moteur dont la puissance n'excède pas 15 kilowatts et dont le poids à vide n'excède pas 550 kgs, les quadricycles légers et lourds à moteur et les véhicules utilisés par les personnes handicapées de l'appareil locomoteur, lorsque ces véhicules sont fournis par les élèves inscrits dans l'établissement.

Mise en commun des locaux, véhicules, enseignants :

une attestation ou convention actualisée établie entre les parties (à préciser), datée et signée mentionnant que l'établissement fait l'objet de mise(s) en commun (**voir modèle convention de mise en commun**).

CONTACT

Préfecture de la Sarthe
Place Aristide Briand
72041 LE MANS Cédex 9

Tél. : 02 43 39 72 72

Fax : 02 43 28 24 09

Courriel : pref-mail@sarthe.gouv.fr